



Séance publique— A huis clos — 29 avril 2019

Présents : M.T. Cialone, **Président** ;

M. G. Philippin, **Bourgmestre**, M. W. Herben, Mme N. Dubois, M. P. Saive, Mme A-M Libon
M. C. Gauthy, **Echevins** ;

MM. F. Gingoux, F. Dupont, C. Kersteens, Mme F. Samray-Collard, MM. JF. Bourlet, P
Gielen, R. Grosch, R. Quaranta, T. Coenen, A. Rassili, J. Peters, R. Courtois, Mme C
Bernardin-Bosard, MM. ~~P. Lempereur~~, B. Beneux, R. Nafrak, Mmes Z. Istaz Slangen, C
Hauregard, S. Pickman, S. Davin et F. Demirci **Conseillers** ;

M.Y. Parthoens, **Conseiller communal, Président du CPAS**;

M. F-J Santos Rey, **Secrétaire**.

Objet : Règlement établissant une redevance pour la location au château de Waroux.

LE CONSEIL,

Vu la Constitution, les articles 41,162 et 173 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation tel que modifié à ce jour, et notamment ses articles L1122-30, L1133-1 à 3, L1124-40 §1^{ier}, 1°, L3131-1 §1^{ier} et L3132-1 §1^{ier} ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le décret du 30/03/1995 relatif à la publicité de l'administration;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 5 juillet 2018 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2019;

Considérant que la Commune doit se doter des moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions

Vu la communication dossier au directeur financier faite en date du 17/04/2019 conformément à l'article 1, L1124-40 §1, 3° et 4° du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par le directeur financier en date du 17/04/2019 et joint en annexe ;

Considérant qu'il en a été débattu au cours de la réunion ad hoc instituée en application de l'article L1122 - 34 du code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'article 43 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal;

Sur proposition du Collège communal,

À l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1 :

Il est établi dès l'entrée en vigueur du présent règlement et jusqu'au 31/12/2025 une redevance sur la location du château de Waroux.

Article 2 :

La redevance est établie comme suit :

Salle des mariages

- Activités privées : 300 € TTC/jour en semaine
500 € TTC/samedi ou dimanche

- Activités professionnelles : 500 € TTC/jour en semaine
700 € TTC/samedi ou dimanche

Salle d'armes

- Activités privées : 150 € TTC/jour en semaine
250 € TTC/samedi ou dimanche
- Activités professionnelles : 250 € TTC/jour en semaine
350 € TTC/samedi ou dimanche

Salle des mariages et salle d'armes

- Activités privées : 400 € TTC/jour en semaine
650 € TTC/samedi ou dimanche
- Activités professionnelles : 650 € TTC/jour en semaine
950 € TTC/samedi ou dimanche

Rez-de-chaussée complet (y compris salle des mariages et salle d'armes)

- Activités privées : 500 € TTC/jour en semaine
750 € TTC/samedi ou dimanche
- Activités professionnelles : 750 € TTC/jour en semaine
1.100 € TTC/samedi ou dimanche

Salle de réunions du 2^{ème} étage

Réunion (20 personnes maximum et en semaine uniquement) : 100 €
Repas (idem) : 200 €

Ces montants comprennent la mise à disposition du mobilier de base (tables, chaises, mange-debout) en nombre compatible avec les capacités d'accueil des différentes salles, ainsi que, quand les conditions climatiques l'autorisent, pour les événements organisés au rez-de-chaussée, l'accès au parc du château.

Par « activités privées », il y a lieu d'entendre les événements ayant un caractère familial (anniversaires, communions, noces d'or, réceptions privées, ..., sans but lucratif), à l'exclusion des soirées de mariages.

Par « activités professionnelles », il y a lieu d'entendre les événements organisés par des personnes morales (réunions de travail, réunions d'instances, réceptions, séminaires, conférences, événements d'entreprise, ...)

Article 3 :

La redevance est payable par le demandeur dans les 30 jours d'envoi de la facture selon les modalités reprises sur celle-ci

A défaut de paiement le recouvrement de la redevance sera poursuivi conformément aux dispositions prévues par l'article L1124-40 § 1er, 1° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Les frais du rappel par voie recommandée prévu

par cet article L 1124-40 seront à charge du débiteur et s'élèveront à 10,00 € et seront également recouverts par la contrainte prévue à cet article.

Article 4 :

Les réclamations doivent être motivées et adressées au Collège Communal dans un délai de 30 jours à compter du paiement de la redevance.

Article 5 :

Cette délibération sera transmise au Gouvernement Wallon suivant les articles L3131-1 et 3132-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et entrera en vigueur le jour même de sa publication faite conformément à l'article 1133-1 et -2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation."

Par le Conseil:

**Le Secrétaire,
F-J SANTOS REY,**

**Le Président,
T. CIALONE**

Pour extrait conforme :

**Le Directeur général ff.
F-J Santos Rey**

**Le Bourgmestre,
Grégory Philippin**

